

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية
(أسسها وفتح الطيب سنة ١٩٦٦)

1000 L.L

- Saisir les opportunités de la Francophonie Économique
- Maroc: 1e Conférence de l'Union bancaire francophone
- Djibouti présente la candidature de l'ambassadeur Farah à la direction de l'UNESCO

N° 56 - Octobre 2012

Magazine fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Coopération Franco-Libanaise

Les Yvelines à l'heure du Liban

Zeina el Tibi

Du 10 au 13 septembre, le Président du Conseil général du département des Yvelines, Alain Schmitz et le Vice-Président délégué à la coopération décentralisée, le député Jean-Marie Tetart, se sont rendus au Liban dans le cadre du partenariat avec la Fédération des municipalités du Kesrouan-Ftough présidé par Nouhad Naufal. Cette visite a permis de poser les bases d'un nouvel accord-cadre de coopération décentralisée, qui s'inscrit dans la continuité de celui signé en 2009.

Composée de 52 municipalités la région du Kesrouan-Ftough est connue par ses sites de grande renommée tels que les grottes de Jeita, les ruines romaines de Faqra, la vallée historique de Nahr el Kalb, sa station de ski de Faray ou la fameuse baie de Jounieh. Le but de la récente visite de la délégation des élus des Yvelines a été de mettre sur pied des projets pour développer ce patrimoine touristique, l'enrichir par un tourisme environnemental et aussi de procéder à l'inauguration du « Sentier de la Lune » aménagé cet été par de jeunes libanais et de jeunes gens des Yvelines. En outre, le département des Yvelines, dans la région parisienne, a associé « Yvelines Tourisme » à cette coopération, ce qui a permis la naissance en 2011 d'une Maison régionale du Tourisme.

Le programme «Yalla Yalla»

Le député Jean-Marie Tetart, qui est chargé de la coopération décentralisée au sein du conseil général souligne l'implication du département des Yvelines au Liban en déclarant : « C'est d'ailleurs dans ce cadre d'amitié et de coopération qu'a été initié le programme « Yalla Yalla » afin de mieux faire connaître le Liban, sa culture et son histoire, à l'ensemble des habitants du département. »

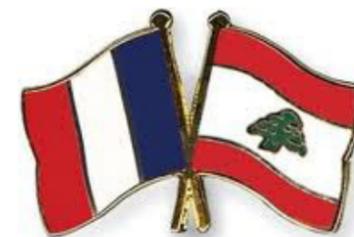
En effet, parallèlement à cette visite officielle, et dans les Yvelines, des manifestations ont eu lieu du 1er septembre au 14 octobre 2012. Un vernissage organisé par la Ville de Rambouillet sur le thème « Souvenirs d'Orient » a permis d'admirer les tableaux de

Raymonde Yazigi. Le 4 septembre, une conférence s'est tenue à la Médiathèque des Mureaux sur le thème « La Diaspora libanaise en Afrique ». Ce débat s'est poursuivi le 17 septembre à Montigny-le-Bretonneux autour de la question « Les libanais de France: une intégration spécifique ? ». Le maire de Montigny-le-Bretonneux, Michel Laugier a rappelé que, depuis quelques années, la mairie organise des séminaires pour des élus libanais afin d'échanger les expériences et leurs savoirs respectifs :



Le maire M. Michel LAUGIER, entouré de M. Abdel Massih, Mme Nasser et M. Torbay

« Nous avons eu aussi l'honneur de recevoir l'ambassadeur du Liban en France. Et grâce à ces échanges, j'ai eu le plaisir d'être invité au Liban.



J'ai découvert un pays attachant où j'ai rapidement mes repères étant moi-même méditerranéen». Le mercredi 26 septembre une conférence intitulée « identité nationale et identités plurielles » a été animée par Bahjat Rizk avec Mgr Saïd, Vicaire patriarcal maronite en France, Samuel Mbajum, journaliste et écrivain camerounais, Christine Boutin, conseillère générale des Yvelines et ancien ministre. La soirée de clôture le 13 octobre, sera animée par le compositeur, chanteur et musicien libanais, Charbel Rouhana.

Intégration et Libanais de France

Le débat organisé dans la ville de Montigny-le-Bretonneux sur le thème « Les libanais de France: une intégration spécifique ? » a donné l'occasion aux orateurs d'exposer leur conception de l'immigration réussie, de découvrir différents parcours et de mettre l'accent sur la particularité de la diaspora libanaise. Portant sur les difficultés que certaines personnes ont affronté, les écueils de parcours que d'autres ont dû surmonter ou tout simplement une adaptation sans heurt, les témoignages ont contribué à expliquer comment une intégration peut se faire en harmonie et dans le respect des valeurs et des croyances de chacun.

Suite Page 2

Paris: La semaine du Liban à la Mairie du 16^{ème}

Pendant la Semaine du Liban, la Mairie du 16^{ème} arrondissement de la capitale française s'est habillée aux couleurs du pays.

Les Parisiens, ceux de cet arrondissement en particulier, ont pu profiter d'un « instant d'ailleurs » grâce à l'aménagement réalisé spécialement par **L'Artisan du Liban**. Ils ont pu déguster **Chez le libanais** le pain traditionnel, **Les Délices d'Orient** ont proposé une visite de leur épicerie libanaise totalement créée pour l'occasion. Une variété de vins, bières et produits du terroir libanais ont été présentés par la **Sodimo** et le **Clos St Thomas** qui ont organisé des dégustations gratuites.

La visite se prolongea au cœur des ateliers artisanaux avec, entre autres, la tradition des bijoux en argent et des Abayas (habits traditionnels folkloriques). **Les Editions Cariscript** et **La librairie orientaliste Paul Geuthner** avaient sélectionné des ouvrages d'auteurs libanais francophones.

Expositions

La Mairie a accueilli pendant ces quatre jours une exposition des toiles de : Martha HRAOUI, Fatima EL HAJJ, Vanessa GEMAYEL, Nada AKL et Mouna REBEIZ et des sculptures de Desirée HADDAD et MIREILLE HONEIN. Ces artistes renommées représentant la richesse et la diversité de l'art au Liban.

Le contingent français de la FINUL a proposé aux enfants du Sud-Liban d'imaginer Paris. Leurs dessins ont été exposés pour l'occasion.

Voyage

L'Office du Tourisme libanais a tenu un stand avec ses meilleurs voyageurs pour faire découvrir les merveilles du pays.

Festival du Film Libanais

Du 29 au 30 septembre les séances suivantes ont permis aux cinéphiles de (re)découvrir des perles de la timide mais talentueuse industrie

du film libanais:

After Shave, court-métrage réalisé par Hany TAMBA (César du court-métrage 2006)

Ecce Hommos, court-métrage réalisé par Claude EL KHAL (sélectionné au Festival de Cannes 2009).

Teta alf Marra, film documentaire de nombreuses fois primé, réalisé en 2010 par Mahmoud KAABOUR (2010).

Bosta (L'Autobus), film réalisé par Philippe ARACTINGI (sortie en France 2007)

Dans les dépliants distribués, l'ambassadeur Boutros Assker avait déclaré :

« Comme de nombreuses Ambassades étrangères accréditées en France, le Liban a choisi le 16^{ème} arrondissement pour abriter sa mission diplomatique depuis son Indépendance. Il était donc normal qu'il participe aux activités culturelles de la Mairie de l'arrondissement, inaugurées il y a quelques années par l'Italie puis le Maroc.



Le Maire du 16^{ème}, Claude Goasguen, a quant à lui affirmé que le « Liban est ancré profondément dans le cœur de la France. Nous savons que nous célébrerons entre nous la paix, l'amour et la félicité entre nos deux pays si proches. »

Les Yvelines à l'heure du Liban

Suite de la page 1

L'écrivain d'origine libanaise, Liliane Nasser, a mis l'accent sur l'immigration libanaise à Marseille. C'est dans le cadre de ses recherches universitaires et de sa thèse de doctorat soutenue à l'Université de Provence qu'elle s'est penchée sur cette question et a publié son ouvrage « Ces Marseillais venus d'Orient. L'immigration libanaise à Marseille aux XIXe et XXe siècles » (éditions Karthala à Paris).

A travers des entretiens avec des libanais installés en France depuis des décennies, Liliane Nasser a mis en valeur les différents aspects de la personnalité et de l'évolution de la vie de chacun. Elle étudie les conditions sociales antérieures à leur installation

à l'étranger, mais surtout leur relation avec le Liban et leur fidélité à leur pays d'origine. Cette recherche historique remonte parfois jusqu'à la fin du 19e siècle et relate les raisons qui ont amené des Libanais, des Syriens et des Arméniens à s'installer à Marseille, qui est « une ville méditerranéenne avec un rapport important avec le Proche-Orient et une liaison très étroite avec Beyrouth, puisqu'historiquement ces liens remontent à très loin, on retrouve d'ailleurs leurs traces dans les archives de la chambre de commerce de Marseille et qui datent du XVIe siècle ».

Citant des noms de médecins, d'avocats, ou d'hommes d'affaires franco-libanais célèbres comme Jacques Saadé ou Georges Antoun, Liliane Nasser explique ensuite que si l'intégration a été aisée pour certains, tel n'était pas le cas pour d'autres qui ont dû changer de métier pour pouvoir s'adapter mais en fin de compte

tout le monde a su trouver sa place.

Le témoignage de Daouda Ndiayé poète sénégalais et vice-président du Groupe de recherche et de Réalisations pour le Développement rural, qui depuis 1969 s'engage pour la promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens en France et de leurs régions d'origine, a permis d'insister sur l'importance de l'éducation. « C'est grâce aux écoles françaises installées dans mon pays j'ai pu m'en sortir, la France a investi en moi ». Concernant les relations libano-sénégalaises il précise : « entre le Liban et le Sénégal c'est une histoire d'amour. D'ailleurs le ministre de l'écologie actuel M. Ali Haidar est d'origine libanaise et il est respecté partout au Sénégal et dans le monde entier ». Après le témoignage de la jeune artiste peintre Maroulla Barrakat Durieux et de deux représentants de la diaspora arménienne en France, M. Joseph Torbay homme d'affaires d'origine libanaise, installé depuis une vingtaine d'année dans le département des Yvelines, a annoncé à cette occasion son engagement pour encourager la diaspora libanaise vivant dans les Yvelines à collaborer à travers l'Association des amis d'Abraham Eschellensis, qu'il préside, afin d'aider à développer avec les responsables et les élus locaux un projet lancé en 2008 intitulé « Vie à l'ancienne » et qui vise à restaurer les maisons traditionnelles de la région du Kesrouan particulièrement dans la vallée du Wadi el Salib.

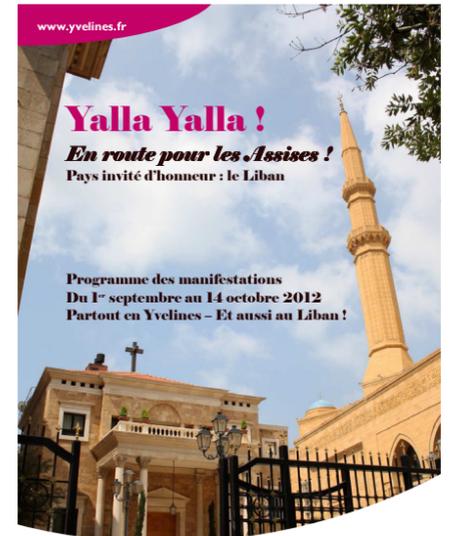
La clé de l'assimilation, selon Edmond Abdel Massih

Edmond Abdel Massih président du conseil national de l'Union Libanaise Culturelle Mondiale (ULCM), a axé son intervention sur l'historique des vagues successives de l'immigration libanaise. La première a été celle de la fin du 19e siècle suite à des massacres interreligieux dans les montagnes libanaises

en 1860. La visite de l'empereur du Brésil Pétro II en visite dans la région pour encourager les chrétiens à immigrer a conduit de nombreux Libanais à s'installer au Brésil et en Amérique du Sud, mais confirmant les dires de Liliane Nasser, Edmond Abdel Massih, précise qu'une grande partie d'entre eux s'était arrêtée à Marseille. La deuxième vague d'émigration qui a eu lieu à l'époque de la Première Guerre mondiale, elle s'est dirigée vers les pays de l'Europe, l'Amérique centrale, les Etats-Unis et l'Afrique francophone. La troisième vague a concerné plus particulièrement la France puisque la majorité des libanais fuyant la guerre civile, s'y sont installés forts du soutien et de l'accueil que leur a apportés la France.

En effet, Edmond Abdel Massih précise que le choix de la France était certes guidé par le fait de parler la langue française mais aussi par les facilités que la France accordait à l'époque aux ressortissants libanais qui fuyaient une guerre fratricide.

Edmond Abdel Massih a également abordé une question de grande actualité, à savoir le fait que la mondialisation, le choc des cultures et le mal être identitaire, rendent l'intégration et l'intégration beaucoup plus difficiles de nos jours. Or, dans ce contexte, pourquoi l'intégration des Libanais ne pose de problème ni en France ni ailleurs, à la différence d'autres communautés ? Selon lui, c'est parce qu'il faut ici parler d'assimilation plus que d'intégration : « Les libanais sont pour lui si bien intégrés qu'ils deviennent invisibles dans la masse ». La réussite de cette assimilation remonte à l'histoire même du Liban. « Espace de pluralisme culturel dès le début de son histoire, du fait de sa géographie atypique et de sa position médiane stratégique sur le versant est de la Méditerranée, aux portes de l'Asie et à égal distance de l'Europe et de l'Afrique. C'est la diversité géographique qui a engendré



Yvelines
Conseil général

une diversité historique et culturelle, ainsi s'est créé dans ce petit espace un pluralisme religieux et une diversité culturelle... C'est le seul espace au monde où l'Orient et l'Occident se sentent à l'aise ».

Selon le représentant de l'ULCM en France, cette richesse historique géographique et culturelle offre à la diaspora libanaise des bases solides pour pouvoir s'intégrer partout dans le monde. Il a rappelé la déclaration du Pape Jean-Paul II qui avait qualifié le Liban de pays « Message » et dernièrement celle de Benoît XIII qui l'a qualifié de « pays modèle de coexistence et de vivre ensemble ».

En conclusion, Edmond Abdel Massih a pu affirmer que, issus d'une contrée ouverte à toutes les différences, les Libanais n'ont pas de mal à s'adapter dans un milieu qui n'est pas le leur. Mais, il faut aussi souligner « les relations amicales et fraternelles qui lient la France et le Liban et le respect mutuel, et surtout le respect des lois de la République par tous les Libanais installés en France. Nous ne nous posons jamais la question de savoir si nous sommes libanais ou français, nous respectons tout naturellement le pays dans lequel nous vivons ».

Dialogue des cultures

Le musée des arts de l'Islam au Louvre

Le président de la République, François Hollande, a inauguré, le 18 septembre 2012, les nouveaux espaces du Département des arts de l'Islam au Musée du Louvre en présence de nombreuses personnalités françaises et étrangères dont la princesse Lalla Meriem, sœur aînée du Roi Mohammed VI du Maroc. Ce nouveau département a nécessité près de cent millions d'euros dont 60 millions de mécénat, notamment du Roi Mohammed VI et la fondation du prince saoudien al-Walid ben Talal. L'émir du Koweït, le sultan d'Oman, la république d'Azerbaïdjan ont également financé le projet.

Le département des arts de l'Islam est le plus grand projet de la sorte en Europe. Près de 3 000 œuvres d'art y sont exposées dans

un nouveau bâtiment protégé d'une verrière ondulée et mordorée, des pièces d'exception rassemblées de l'Espagne andalouse à l'Inde moghole, et retraçant 12 siècles d'Histoire (du VIIème au XVIIIème siècle) de la riche Civilisation musulmane. Pour la première fois sont présentées au public des pièces imposantes comme les incroyables mosaïques de la mosquée de Damas, le porche mamelouk du XVème siècle d'une demeure cairote ou encore le mur de céramiques ottomanes qui a demandé près de deux ans de travail. Selon Henri Loyrette, président-directeur du musée du Louvre, « il n'y a pas beaucoup de collections au monde qui puissent donner un aperçu aussi vaste et original sur cette civilisation... Il s'agit en effet de présenter la face lumineuse d'une civilisation

qui engloba en son sein une humanité infiniment variée et riche ».

Cette inauguration a donné l'occasion au président de la République française de célébrer la grandeur de la civilisation islamique. Après avoir chaleureusement remercié le Roi du Maroc, le prince Tallal et les autres donateurs, François Hollande a affirmé que les civilisations de l'Islam sont toutes « Toutes raffinées et rayonnantes. Telles qu'elles se révèlent ici, elles sont autant de preuves et d'espaces de liberté. Elles se fondent sur la tolérance à l'égard de toutes les interprétations



du monde. Elles partent de la religion pour donner à l'œuvre humaine toute sa force... L'honneur des civilisations islamiques est d'être plus anciennes, plus vivantes, et plus tolérantes que certains de ceux qui prétendent abusivement aujourd'hui parler en leur nom. Il est l'exact contraire de l'obscurantisme qui anéantit les principes et détruit les valeurs de l'Islam ».

Francophonie

Saisir les opportunités de « la Francophonie économique »

L'espace francophone représente 19% du commerce mondial. Dans son dernier ouvrage, La Francophonie économique, horizons des possibles vus d'Afrique, Serge Tchaha souligne les opportunités, notamment pour les pays africains, d'une « Francophonie économique ».

Originaire du Cameroun et titulaire d'un MBA en Gestion internationale de l'entreprise de l'Université Laval (Québec, Canada), Serge Tchaha est chroniqueur économique pour Afrique Expansion Magazine à Montréal et pour le quotidien camerounais L'Actu. Il est également membre du comité scientifique de la Rencontre internationale de la Francophonie économique 2012. Après avoir dirigé l'ouvrage collectif, Nous faisons le rêve que l'Afrique de 2060 sera..., inspiré par le cinquantenaire des indépendances de 17 pays africains, il est revenu récemment dans un entretien avec Afrik.com que nous vous rapportons, sur La Francophonie économique, horizons des possibles vus d'Afrique.

A quoi renvoie la « Francophonie économique » ?

D'abord concernant l'espace francophone. D'après l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ses 75 États et gouvernements membres représentent 890 millions d'hommes, dont 220 millions de francophones. Cet espace représente 19% du commerce mondial et ses membres pèsent 11% des échanges mondiaux de produits et services culturels. Qu'on le veuille ou non, cet espace est loin d'être insignifiant. Pour un Africain comme moi, la Francophonie économique serait un espace où les hommes d'affaires africains pourraient, grâce à la facilité qu'offre la langue pour commercer, développer leurs affaires avec les meilleurs du monde, lorsque ceux-ci se trouvent dans la Francophonie. Mais, il faudra que cette coopération soit créatrice de coprosperité. Pour cela, je préconise par exemple la création de joint-ventures. Je tiens cependant à préciser que Francophonie économique pour moi, ne signifie pas moins de ChinAfrique et surtout pas plus de Françafrrique. Au contraire !

Certaines personnes pensent que l'Afrique anglophone réussit mieux que l'Afrique francophone. Quel est votre point de vue là-dessus ?

Ce n'est pas une question à laquelle l'on répond aisément. L'honnêteté intellectuelle et la réalité statistique confèrent une place prépondérante à l'Afrique « anglophone ». Comment ne pas se féliciter que l'Afrique du Sud soit la première puissance économique et militaire du continent, membre du G20, des BRICS ou du IBAS (Le forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud) ? Qui peut nier l'importance du marché nigérian ? Ou encore la montée dans le secteur des TI des Kenyans ? Cela me semble donc évident de reconnaître le succès de cette partie de l'Afrique et de s'en réjouir. Cependant, je suis moins sûr que la langue française soit « le » facteur absolument déterminant dans le retard de l'Afrique francophone. J'en parlais avec Shanta Devarajan, chef économiste pour

l'Afrique à la Banque Mondiale, il invitait à réfléchir sur la situation géographique des pays comme le Niger, le Mali ou le Burkina qui sont sahéliens ou n'ont pas d'ouverture sur la mer. Autre élément, ne peut-on pas considérer le Maroc ou l'Algérie – bien que d'aucuns diraient qu'elle a une économie très « pétrolière » comme des pays puissants à l'échelle africaine même si l'Algérie n'est pas membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ? Les francophones sont peut-être plus lents, mais de manière générale, ils ont la même trajectoire que les autres. Les transformations démographiques et économiques qui balaient le continent, les touchent aussi. Le Niger n'a-t-il pas annoncé 15% de croissance cette année ?

Selon vous, l'Afrique francophone, en se développant, davantage deviendrait « une nouvelle source de prospérité pour les francophones et les francophiles non-africains » car elle présente certains « avantages spécifiques ». Quels sont-ils ?

Comme je le mentionnais ci-dessus, l'Afrique dite francophone subira les mêmes transformations que l'ensemble du continent. L'avantage est d'abord économique. La BAD annonçait récemment que tous les pays du continent auront une croissance positive pour 2012 ? L'Afrique est donc appelée à connaître une croissance solide au cours des prochaines années. Certains parlent de 5%. En Afrique, 30 pays sur 54 sont membres de l'OIF, l'on peut penser que dans cette Afrique considérée comme francophone, il y aura aussi de bonnes nouvelles. L'intérêt est aussi démographique. On passera d'environ 100 à plus 500 millions de locuteurs de français. C'est considérable ! Je suis de ceux qui pensent que pour commercer, il faut pouvoir communiquer. Et sachant que « la langue du profit, c'est la langue du pays », je pense que les non-Africains, issus des pays de l'OIF ou non, qui maîtrisent cette langue verront des opportunités dans cette zone. Ainsi, avec une seule langue, ils pourront communiquer, faire des notices de produits, faire des emballages, former du personnel, etc. Autre avantage spécifique : il est d'ordre géographique pour deux raisons. Primo, le français ouvre les portes à l'ensemble du continent qui compte de nombreux pays francophones. C'est avantageux pour des non-africains désireux d'y pénétrer. Deuxio, le fait de parler français pourra être demain pour ces pays, un élément d'attractivité car ils pourront dire, venez installer vos usines chez nous et venez vendre au reste de l'Afrique francophone à partir d'ici. Pourquoi ? Parce que nous avons la même langue et que géographiquement, nous sommes très proches. Enfin, n'oublions par le traité relatif à l'harmonisation en Afrique du droit des Affaires (il est géré par l'organisation éponyme, OHADA). En dépit de ses imperfections, il contribue à rendre la Francophonie africaine intéressante pour les hommes d'affaires. Tout ceci est donc loin d'être chimérique. Pour preuve, j'ai rencontré en participant à la Rencontre internationale de la Francophonie économique (RIFÉ) 2012,

un homme d'affaires vietnamien qui opère au Bénin – notamment parce qu'il parle français, ceux que ne peuvent faire bon nombre de ses concitoyens – dans le domaine de la noix de cajou.

Vous évoquez également le visa francophone des affaires, une proposition des délégués de la RIFÉ datant de 2008. De quoi s'agit-il exactement ? Savez-vous où en est actuellement cette proposition ?

Tel que défini dans la résolution de la RIFÉ 2008, le visa francophone des affaires permettrait aux hommes d'affaires francophones de circuler librement dans l'ensemble des pays membres de l'OIF. C'est un des éléments fondamentaux qui permettront selon moi de bâtir une réelle Francophonie économique. Rappelons que le français est avec l'anglais, la seule langue parlée sur les 5 continents et les membres de l'OIF forment le tiers de l'ensemble de l'ONU.

La Francophonie économique serait un espace qui devrait permettre aux Africains de travailler avec les meilleurs au monde lorsque ceux-ci sont francophones. A condition que les conditions de mobilité leur soient facilitées, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Si l'on n'est pas capable d'aller au Canada voir les installations d'un client, de rencontrer les acteurs du secteur forestier ou minier lors d'une conférence, comment nouera-t-on des liens avec eux ? Lors de la RIFÉ 2012, qui se tenait au Canada, plusieurs conférenciers attendus ne sont pas venus faute d'avoir obtenu un visa.

Vous terminez justement le livre sur la relation entre cette Afrique francophone avec le Canada. Le Canada a-t-il réellement les moyens de concurrencer les grandes puissances émergentes, de plus

en plus présentes sur le continent, et les des autres puissances occidentales ?

L'on estime qu'en 2008, les exportations du Canada vers l'Afrique sub-saharienne se chiffraient à 3 milliards de dollars. Les importations d'Afrique en direction du Canada s'élevaient, eux, à 13 milliards de dollars. Cependant, ces données fournies par Statistiques Canada n'intègrent pas les services. Le Canada aurait également des actifs miniers s'élevant à 25 milliards de dollars en Afrique.

Les Canadiens auraient effectivement les moyens de se faire une place sous le soleil africain, et ce, notamment parce qu'il est un pays francophone. Comme je ne cesse de le mentionner, l'Afrique a besoin de travailler avec les meilleurs, ceux qui détiennent une connaissance d'excellence mondiale dans des secteurs qui nous intéressent comme la foresterie, lorsqu'au Cameroun un tronc de bois est valorisé à 25% en moyenne, il l'est à 75% au Canada ; l'hydroélectricité, la maîtrise de ce secteur notamment par Hydro-Québec est largement reconnue. Saviez-vous que la RDC a, à elle seule, le potentiel hydroélectrique pour alimenter tout le continent africain ? Autre exemple : le secteur minier.

Une transaction sur trois dans le domaine minier dans le monde se déroule à la bourse de Toronto (TSX). Si les Africains continuent de parler français et représentent 85% des francophones du monde, peuvent-ils éviter de parler de Francophonie économique ? Pensez-vous que le Quai d'Orsay, qui déploiera un plan visant à aider les entreprises françaises à l'international, ne tiendra pas compte de cette montée exponentielle des locuteurs de français ? Rappelons que le candidat François Hollande avait déclaré qu'il voulait « initier la Francophonie économique ».

Maroc : 1^e Conférence de l'Union bancaire francophone

En présence du Premier ministre marocain, le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, a participé, le 20 septembre, à la cérémonie d'ouverture de la première Conférence de l'Union bancaire francophone à Marrakech, réunissant non les banques elles-mêmes, mais les associations bancaires des pays ou régions francophones. Organisée sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, cette conférence, la première du genre organisée par la communauté bancaire francophone, est dédiée à l'accompagnement et à l'environnement des PME et TPE dans les pays francophones. Elle a pour objectif d'échanger sur les bonnes pratiques développées dans ces pays, que ce soit dans le domaine bancaire et financier ou plus largement dans l'environnement. Abdou Diouf, qui dès mars 2011 était intervenu lors d'un premier échange entre les banques francophones, a déclaré à Marrakech : « Je me réjouis du fait que la place du français

comme langue économique, scientifique et technique soit reconnue et défendue par des acteurs nouveaux et nombreux. Après la création du réseau des Associations Professionnelles Francophones en octobre 2011, après la tenue du premier Forum mondial de la Langue française à Québec en juillet 2012, la création de ce réseau est la preuve de cette vitalité. Elle est le plus neuf et un très prometteur rameau du grand arbre de notre Francophonie »

Organisée sur deux jours, la conférence réunit des représentants des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME), des banques et associations bancaires, mais également des autres acteurs impliqués, notamment les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds internationaux, les sociétés de garanties et les comptables d'Afrique, d'Europe, du Canada et de certains pays arabes.

Djibouti présente la candidature de l'ambassadeur Farah à la direction de l'UNESCO



La République de Djibouti a fait savoir, le 12 septembre 2012, qu'elle a décidé de présenter la candidature de son ambassadeur en France et délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Rachad Farah, au poste de directeur général

de l'Unesco qui sera désigné fin 2013.

M. Farah est le second candidat déclaré à la direction de l'UNESCO, après la directrice générale actuelle, la Bulgare Irina Bokova qui postule à un second mandat. Décrivant en Rachad Farah, 62 ans, « un

candidat ouvert au dialogue et prêt à servir les idéaux de l'Unesco », la République de Djibouti met en avant son « expérience diplomatique de trois décennies au service de Djibouti », de 1977 à 1989 au ministère djiboutien des Affaires étrangères, puis au Japon où il a été ambassadeur de 1989 à 2004, couvrant également l'Inde et la Chine notamment, et depuis 2004 en Europe.

Ambassadeur en résidence à Paris depuis 2004, Rachad Farah représente également son pays auprès de l'Italie, du Royaume-Uni, du Portugal, de l'Espagne, de la Russie, de l'Islande, de Monaco, de la Tunisie et de l'Algérie. A l'Unesco, il a été élu en 2012 vice-président du groupe africain au Conseil exécutif.

L'ambassadeur Farah, qui est bien connu dans de nombreux pays occidentaux, notamment la France, et au Japon, se présente comme le candidat de l'Afrique, du monde arabe, du monde musulman, et du dialogue des civilisations.

Le nouveau directeur général de l'Unesco sera désigné par la Conférence générale de

l'organisation, prévue en novembre 2013, sur les recommandations du Conseil exécutif. La date de clôture des candidatures sera fixée lors du prochain Conseil exécutif qui se tient du 3 au 18 octobre 2012..

